



PRÉAMBULE

Défi

Un extraterrestre qui visiterait la France serait surpris par les controverses sur ce pays et sa définition, par la passion qui les caractérise, par les invectives qui les accompagnent. Voulant se doter d'une approche plus objectivée, il se pencherait sur l'histoire de France. Il y découvrirait alors des tensions et des luttes pluriséculaires entre deux tendances traduites en de multiples variations. Il constaterait la confrontation entre une France diverse et plurielle et une France se voulant unicitaire et homogène, entre une France en quête d'égalité, comme au moment de la Commune de Paris, et une France théorisant l'inégalité, comme pendant la période de Vichy. Il s'étonnerait des significations antinomiques données aux mêmes termes selon les protagonistes. Il s'arrêterait en particulier sur les avatars du mot « universel » et attirerait notre attention sur le fait qu'il est revendiqué par tous comme constitutif de l'entité France. Il soulignerait cependant que le terme est tantôt défini comme signe de

Préambule

supériorité française et tantôt comme indice de l'appartenance à une même humanité appelant une exigence d'émancipation et d'égalité entre les peuples et les hommes. Il serait surpris de l'histoire officielle enseignée aux Français d'aujourd'hui, des silences de certains auteurs sur certaines périodes, certains événements et certains engagements. Ce recours à l'histoire le rendrait encore plus perplexe qu'au début de son investigation. La France serait-elle inexplicable car trop contradictoire ? Serait-elle schizophrène dans ses aspirations ?

Notre extraterrestre conclurait sans doute à la nécessité de ne pas rechercher une France unique. Il en reviendrait, après ce détour par l'histoire, à interroger les oppositions de cette France en se penchant sur les femmes et les hommes qui l'ont bâtie. Ces Français et ces étrangers, qui ont fait et font la France, ont rêvé et ont agi pour réaliser leurs ambitions. En fonction des intérêts en jeu et des rapports de force, ces rêves ont pris les couleurs d'un cauchemar durant l'esclavage et la colonisation, avec les Versaillais, pendant la Première Guerre mondiale, au temps de la collaboration pétainiste et, aujourd'hui, quand il est question d'utiliser des tests ADN pour contrôler le regroupement familial des immigrés et lorsque des policiers arrêtent des enfants sans papiers. Leurs songes ont pris aussi, à d'autres périodes, les couleurs de l'espoir et de l'utopie libératrice : avec la Révolution de 1789, la Commune de Paris, grâce aux opposants à la boucherie internationale qu'a été la Première Guerre mondiale, lors des actions et des réalisations du Front populaire, avec les résistants pendant la Seconde Guerre mondiale, à la faveur des engagements courageux d'une minorité de militants anticolonialistes, au moment de Mai 68 et, aujourd'hui, quand des enseignants du réseau Éducation sans frontières s'opposent à l'expulsion de leurs élèves sans papiers.

L'histoire amènerait ainsi notre visiteur à la réalité présente. Il penserait alors à Montesquieu et à sa célèbre ques-

Défi

tion : « Comment peut-on être persan ? » Interrogation qui en pose implicitement une autre s'agissant de notre propos : « Comment peut-on être autre chose que français ? » ou, plus exactement, compte tenu du milieu social décrit dans les *Lettres Persanes* : « Comment peut-on être autre chose que parisien ? » Il suffisait à Rica et Usbek, les deux protagonistes des *Lettres persanes*, de quitter leurs costumes et de s'habiller comme les indigènes de France pour passer inaperçus ; ils n'étaient alors plus l'objet de ce questionnement identitaire et de ses conséquences en termes de regard sur l'autre (l'étranger) et de traitement de l'autre. Ils devenaient banals et ne déclenchaient plus de regards particuliers ni de curiosités spécifiques. C'est donc sur les apparences et le sentiment subjectif de différence que se met en place la frontière entre un « nous » et un « eux », que s'enclenche la relation et se déploient les représentations sociales de soi et de l'autre ou les préjugés sur soi et sur les autres.

Le regard sur la France contemporaine nous contraint à complexifier l'hypothèse. Une enquête récente du Bureau international du travail débouche sur le résultat suivant : près de quatre fois sur cinq, un candidat à l'embauche originaire du Maghreb ou d'Afrique subsaharienne a moins de chance que les autres postulants d'être engagé. Nous pouvons raisonnablement affirmer que la plupart d'entre eux ne se sont présentés ni en boubou ni en djellaba. Pour une part importante, ces candidats sont français de naissance, ils sont le résultat, si l'on peut dire, du système social français en général et de son système scolaire en particulier. S'habiller « à la française » ne suffit donc pas à faire cesser le traitement d'exception et ses conséquences négatives. D'autres facteurs que le costume agissent pour enclencher le traitement différencié : la consonance du nom et du prénom, et l'apparence physique par exemple. Bref, tout ce qui peut faire soupçonner une origine étrangère.

Préambule

« Qu'est-ce qu'être français ? » À en croire les publications récentes construites autour de cette question et de ses dérivés, l'interrogation est d'actualité : *l'Identité de la France* de Fernand Braudel, *Fier d'être français* et *l'Âme de la France : une histoire de la nation des origines à nos jours* de Max Gallo, *Qu'est-ce que la France ?* d'Alain Finkielkraut, *Qu'est-ce qu'être français ?* de Patrick Weil, etc. À ces ouvrages nombreux, il faut ajouter les colloques et les conférences multiples qui traitent du même thème.

Que nous est-il donc arrivé pour que nous soyons aussi inquiets ? Des troupes de barbares ont-elles envahi le territoire national avec la volonté d'éradiquer notre langue, de faire disparaître notre nation et de détruire nos héritages ? Le danger est-il tel que nous ayons besoin de convoquer un Astérix, une Jeanne d'Arc ou un Napoléon ? Sommes-nous à ce point assiégés qu'il faille entonner l'hymne national pour nous mobiliser contre des « féroces soldats » qui viendraient menacer « nos femmes et nos enfants » ?

Une partie des titres de ces ouvrages utilise à dessein le vocabulaire de la dramatisation. Des termes comme « âme » ou « identité » soulignent la gravité d'une situation et l'urgence d'une réaction. Plus globalement, la teneur et la tonalité de ces écrits indiquent que nous sommes ici devant un sujet polémique, polysémique et politique lourd de conséquences. L'interrogation identitaire tend à se muer en passion politique. Le débat est en premier lieu polémique car il se construit de manière binaire et catastrophiste. On y parle, alors de « déclin de la nation », de « fierté d'être français », de « danger de dissolution de l'identité française », d'une part ; de « tentation pétainiste », de « dérive culturaliste et ethniciste », de « nostalgie d'empire », d'autre part. Il est en second lieu polysémique en mélangeant des registres et des vocabulaires issus de plusieurs champs, en passant aisément du discours de la démonstration historique ou sociologique

Défi

à celui de l'affirmation dans un style « café du Commerce ». Enfin, le débat est politique dans la mesure où les réflexions et les analyses sur le passé et le présent sont explicitement articulées à des prises de position et à des choix politiques qui peuvent alors orienter l'avenir.

La question de l'identité hante donc notre société à tort ou à raison. La chose n'est pas nouvelle. C'est aussi autour d'une menace pour notre identité et pour notre âme que s'est argumentée la répression des communards. Leur volonté de « monter à l'assaut des cieux », pour reprendre la belle formule de Marx, était analysée comme une remise en cause des valeurs françaises éternelles et c'est pourquoi la Commune de Paris était, déjà à l'époque, présentée comme « l'anti-France ». Les mêmes arguments de péril pour notre identité étaient encore présents dans les discours de Pétain pour le retour à la « vraie France ». La même logique s'est déployée pour s'opposer à la laïcité lors de la III^e République. Les écrits d'un Charles Maurras ou d'un Maurice Barrès sont emplis de ces termes et de cette théorie. Le danger est toujours le même : l'oubli des racines, les sirènes de l'étranger, l'anti-France prenant les visages de Joseph Garibaldi pendant la Commune ou de Missak Manouchian fusillé au fort du Mont-Valérien pendant le régime de Vichy.

Et nous qui pensions naïvement que l'ancienneté de nos racines et de notre identité, que soulignent ces mêmes auteurs, nous permettait d'être sereins face aux mutations du monde contemporain... Nous nous trompions : la menace serait toujours là, en permanence, prête à nous détruire.

Cette lancinante question de l'identité fait régulièrement la une de nos médias et elle a même fait irruption au cœur de la dernière campagne présidentielle. À notre sens, de manière générale et dominante, un débat préliminaire manque. Répondre à la question « qu'est-ce que la France ? » ou « qu'est-ce qu'être français ? » suppose qu'une autre interrogation soit auparavant élucidée : qu'est-ce que l'identité ?

Préambule

Cette dernière question, valable pour tous les niveaux identitaires, est encore plus complexe lorsque l'on parle de groupes sociaux aussi vastes et aussi mouvants que les nations. Or, en la matière, de façon inégale selon les époques et leurs enjeux sociaux et politiques, deux grands paradigmes s'affrontent : celui d'une constitution essentialiste de la nation et celui d'une construction sociale et historique de la nation. Les ouvrages et discours mentionnés plus haut participent au débat et à la polémique, et ils peuvent, selon nous, s'ordonner autour de ce clivage. Bien entendu, de multiples nuances existent qui tentent d'articuler les deux conceptions. Elles buttent cependant sur un même écueil : le caractère très antagoniste des deux paradigmes du fait qu'ils ont des conséquences politiques opposées.

Nous qualifierons le premier paradigme d'« essentialiste » en ce sens qu'il pose comme postulat l'idée d'une « essence nationale » se déployant dans l'histoire. L'histoire d'une nation n'est alors que celle du déroulement de cette essence. Ainsi, les Gaulois et leur « goût de la liberté » seront les uniques référents pour expliquer les résistances d'autres périodes de l'histoire de France. De même, Clovis et Jeanne d'Arc seront régulièrement cités pour éclairer notre identité chrétienne ou notre attachement à la patrie. Enfin, la Révolution française et sa déclaration des droits de l'homme ne seraient que la poursuite d'une quête de l'universel déjà présente dans la formule « France fille aînée de l'Église ». À l'extrême, l'histoire n'existerait même plus, car les permanences et les invariances seront considérées comme prédominantes (voire comme uniques) et les mutations et les transformations comme secondes et seulement d'apparence. C'est au sein de ce paradigme que peuvent émerger des approches et des expressions en termes de « génie français », de « France éternelle » et « d'âme de la France ». L'âme ou le génie seraient, justement, ce qui ne s'acquiert pas mais ce qui s'hérite ou ce qui nous est attribué à la naissance, un don. Elle et il ne sont pas les produits de l'action humaine mais, au contraire, déterminent celle-ci.

Défi

Et nous qui pensions, avec Jean-Paul Sartre, que nous étions condamnés à être libres depuis que nous avons renoncé à nous concevoir comme le résultat de l'œuvre et de la volonté de Dieu. Nous avons donc oublié que tout, en nous, n'est qu'héritage et que notre seule liberté est de préserver celui-ci, mais en aucun cas de prétendre créer notre propre projet collectif.

L'ordre de la causalité est, bien entendu, essentiel dans ce paradigme : paradoxalement, c'est l'essence anhistorique qui fabrique l'histoire et non l'histoire qui expliquerait telle ou telle singularité française, telle ou telle spécificité nationale. Au commencement était donc la nation. Elle préexiste à l'histoire et la détermine; elle tend, comme toute «essence», à la fixité et à l'homogénéité au-delà des diversités, des conflits et des mouvements qui ne sont finalement que des apparences.

Nous qualifierons le second paradigme de « construction sociale et historique » de la nation. Il pose l'idée que la nation est une composition historique et sociale marquée par le mouvement et par les interactions. Nul besoin de poser ici une «essence» originelle : l'homme fait librement son histoire mais dans des conditions héritées des générations antérieures. Certes, il y a héritage mais en aucun cas «invariance». La prise en compte des héritages permet de saisir certains déterminants des transformations qui s'ajoutent à d'autres déterminants liés, eux, aux enjeux contemporains, aux intérêts matériels des groupes et classes sociaux qui s'affrontent sur le territoire national et à la traduction, en termes de choix humains, de l'état des rapports de force. Au début étaient donc des groupes humains caractérisés par leurs luttes pour l'existence puis par leurs combats pour se partager les résultats de l'activité économique humaine. Ce sont ces batailles qui produisent la nation et ses spécificités comme des réalités en mouvement permanent. La nation n'est pas une essence mais un résultat social. Elle n'est pas fixe mais en mutation. Elle n'est pas homogène mais parcourue de diversités et de clivages qui la conduisent dans telle ou telle autre direction.

Préambule

On comprend mieux alors les enjeux politiques du débat sur la définition de la France et de son identité. Il s'agit ni plus ni moins de déterminer ce qui nous relie, nous, habitants d'un même territoire et ce qui fait frontière avec d'autres. Il est question d'établir comment nous voulons «vivre ensemble». Voulons-nous une frontière ethnique en opposant l'étranger Missak Manouchian au Français Guy Môquet? Voulons-nous, au contraire, qu'elle soit politique en les associant comme des parties de la même histoire de France, donc de la même France?

Ces deux paradigmes s'affrontent depuis plusieurs siècles pour expliquer et donner sens à l'histoire française. Pour les premiers, cette histoire ne serait que celle de l'expression d'un même fond invariant dans des formes variant, elles, selon les époques; pour les seconds, les mutations de forme expriment des mutations de fond qui correspondent aux besoins et aux questions de chacune des périodes. Pour les uns, les solutions aux problèmes du présent doivent être recherchées dans la reproduction du passé; pour les autres, elles se trouvent dans des ruptures avec les éléments du passé qui ne correspondent plus aux exigences des sociétés contemporaines. Le premier paradigme est, au sens littéral du terme, «réactionnaire»; le second est, toujours au sens littéral, «progressiste». Les deux peuvent parler de «révolution» mais pour l'un il s'agira d'un même cycle en perpétuel recommencement et l'autre l'interprétera comme une spirale ouvrant vers quelque chose de nouveau. Les deux peuvent exprimer la «rupture» mais l'un pour revenir à «l'âge idéal», un peu comme un «culbuto» qui retrouve sa stabilité après s'être éloigné de son point d'équilibre, alors que l'autre visera la suppression des entraves économiques, politiques et sociales pour une dynamique humaine historique.

En ce qui nous concerne, situons-nous résolument au sein du second paradigme et, à partir de cet engagement dans un point de vue «progressiste», tentons de déconstruire le discours

Défi

dominant tenu aujourd'hui sur la nation française. Nous pensons que seul le second paradigme permet de donner des éléments de compréhension de l'histoire du premier paradigme, des moments où il devient dominant et de ceux où il recule. Et, parce qu'il nie le caractère fondamentalement mouvant de toutes les réalités matérielles et humaines, le paradigme essentialiste ne peut pas, lui, expliquer l'histoire d'une construction sociale de la nation. Les choses sont simples : ceux qui ne sont pas en accord avec l'idée d'une permanence de notre âme et de notre génie seraient soit de doux rêveurs irréalistes, soit des naïfs manipulés par les destructeurs de notre nation ou encore des agents de l'anti-France déterminés à l'anéantir ou même des fous ne disposant pas de toute leur raison.

Le paradigme essentialiste présentera alors les périodes marquées par le « progrès » comme des moments d'égarement et de déclin appelant un sursaut pour renouer avec le passé afin de retrouver notre « âme nationale ». Ainsi, ne pouvant, par principe, analyser le changement dans l'histoire, ne restent que le catastrophisme et la morale pour expliquer les faits historiques en contradiction avec le modèle et ses postulats.

De façon paradoxale, le modèle essentialiste est doté d'une histoire qu'il convient de prendre en compte. Il a son moment d'émergence, ses périodes de consolidation et celles de reflux et, comme toutes les productions sociales, il aura sa fin. Au sein de son historicité, deux époques reviennent de façon récurrente pour établir la « permanence » de l'« essence de la France » à travers l'histoire : la Révolution française et la III^e République.

Ces deux épisodes, au regard de leur fondement et de leur principe, n'en feraient qu'un car résultant tous deux de la même essence : à travers eux s'invente le mythe d'une essence gauloise, éternelle et anhistorique de la France. Dans ce tableau, la Gaule est antérieure à toute invasion et « nos ancêtres les Gaulois » apparaissent comme un corps homogène constituant la souche unique de la nation française et de son « âme ». La Gaule est ainsi

Préambule

construite comme véritable socle originel mais avec la particularité d'être un principe sans fondement. La France préexiste donc à elle-même, car elle ne serait que la poursuite d'une essence gauloise antérieure qui est, elle, sans commencement et donc sans fin. Naïfs seraient ceux qui penseraient, tel Héraclite d'Éphèse, que tout est mouvement et, tel Marx, que les nations sont des productions historiquement et socialement situées. La réalité serait, selon le récit historique essentialiste, beaucoup plus simple : le mouvement historique n'est qu'apparent et la France a une essence éternelle. Les gestes d'un Clovis, d'un Charlemagne, d'une Jeanne d'Arc ne font que montrer cette « essence » ; ils ne peuvent donc pas être compris comme des résultats de leurs époques et des contradictions qui les caractérisent.

Le récit dominant de la III^e République est celui de l'invention du mythe d'une nation unicitaire caractérisée par *une* culture unique et incompatible avec la diversité des cultures françaises. Les cultures bretonne, occitane, basque, par exemple, ne seraient que des parties d'une « essence » qui ne serait pas encore parvenue à son point ultime de déploiement. Aussi est-on prêt à les reconnaître mais seulement comme les symboles d'un folklore ou d'une authenticité passés, comme des moments de l'enfance d'une France immature et non encore développée. En conséquence, il conviendrait d'aider ces « cultures » à grandir pour que puisse se déployer l'« essence française » qu'elles contiennent forcément. Ainsi, contrairement à ce que certains pourraient penser, l'unification (territoriale, linguistique et administrative) ne se serait pas faite en fonction de la nécessité de construire un marché national qui réponde aux dynamiques économiques du nouveau mode de production capitaliste en pleine expansion.

La même logique essentialiste est repérable dans le discours sur la Révolution française qui impose à la France, de par son essence, la charge d'être la « nation modèle » et la « messagère de l'humanité ». Là encore, ceux qui penseraient que la Révolution

Défi

s'expliquait par les contradictions sociales et économiques de son époque se tromperaient. Le discours sur la colonisation, « œuvre civilisatrice », s'entend également conformément à l'idée d'une « mission » inscrite dans l'« essence de la France ». Et, là aussi, ceux qui avanceraient les intérêts économiques et géostratégiques comme explications de la barbarie coloniale seraient dupes.

Arrêtons ici les exemples, notre objectif n'est pas l'exhaustivité. Il est de souligner le processus par lequel les besoins et les intérêts d'une classe dominante sont construits comme « essence » afin qu'ils puissent être présentés comme intangibles et comme étant ceux de tous. Le récit historique dominant vise à remplacer le clivage social par un prétendu « clivage national ». On comprend mieux, dès lors, la nécessité de forger une frontière entre un « nous » français et des « autres » étrangers. De la sorte, l'histoire ne serait plus que celle de cette confrontation entre ce « nous » et ces « autres », et non celle des dynamiques internes.

La III^e République et tous ceux qui depuis répètent le raisonnement essentialiste s'inspirent des Éléates et de leur négation du mouvement, et ils répudient Héraclite, Hegel, Marx (entre autres) et leurs tentatives de comprendre le mouvement et le devenir. L'école des Éléates, dans la Grèce antique, professait en effet que le mouvement n'existe pas et que tout n'est que permanence et reproduction à l'identique. L'histoire ne serait qu'une apparence de changement qui masquerait une permanence des réalités.

Le raisonnement dominant, depuis la III^e République, débouche inévitablement sur l'idée d'« exceptionnalité ». Preuve en est qu'en interrogeant n'importe quel moteur de recherche sur Internet à propos de l'expression « exception française », on découvre que tout est exceptionnel pour la France : le vin, l'amour, la sexualité, la galanterie, la haute couture, la langue française, la démocratie, le modèle d'« intégration », les motivations de la colonisation, etc. Le vin français est ainsi présenté comme supérieur à tous les autres en vertu des propriétés du terroir qui ne se retrouveraient

Préambule

nulle part ailleurs. L'amour est décrit comme exceptionnel grâce à une disposition typiquement française de galanterie masculine (sans doute s'agit-il d'un don) et que ne posséderaient donc pas les hommes des autres nations. La langue serait également remarquable du fait de qualités intrinsèques qui la rendraient supérieure à d'autres. Nous parlons bien d'exceptionnalité et non de singularité. Il ne s'agit pas d'exprimer ici le fait, banal, qu'une histoire commune a produit une singularité française dans différents domaines de la vie sociale et dans les comportements. Il est surtout question de comprendre comment ces spécificités sont placées au sommet d'une échelle hiérarchique et sont entendues comme les expressions d'un modèle supérieur.

Ces postures jugées «arrogantes» à l'extérieur de l'Hexagone méritent-elles qu'on s'y arrête? Une auteure comme la Québécoise Denise Bombardier doit-elle vraiment être prise au sérieux lorsqu'elle intitule l'un de ses livres *Lettre ouverte aux Français qui se croient le nombril du monde?* Est-il réellement besoin d'écrire sur ce thème? La multiplication des discours et des ouvrages sur la «France éternelle» et sur le retour aux «valeurs françaises» indique l'ampleur des enjeux liés à l'enseignement de l'histoire et de ses contradictions, à l'analyse de la collaboration et de la colonisation, à l'immigration, à la question religieuse avec la nouvelle donne d'un Islam français, à l'examen de la crise actuelle, à la critique des thèmes et des contenus des campagnes électorales, à la compréhension des racines d'un fascisme hexagonal, etc. Toutes ces interrogations se perçoivent différemment selon que l'on prend comme grille de lecture le paradigme essentialiste ou celui d'une conception sociale et historique de la nation.

Défi

Références bibliographiques

- Bombardier (Denise), *Lettre ouverte aux Français qui se croient le nombril du monde*, Albin Michel-Canada, 2000.
- Braudel (Fernand), *l'Identité de la France*, Paris, Flammarion, 2000.
- Bureau international du Travail, *les Discriminations en raison de l'«origine» dans les embauches en France. Une enquête nationale des tests de discrimination selon la méthode du BIT*, Genève, 2007.
- Finkielkraut (Alain), *Qu'est-ce que la France?*, Paris, Stock, 2007.
- Gallo (Max),
Fier d'être français, Paris, Fayard, 2006;
l'Âme de la France: une histoire des origines à nos jours, Paris, Fayard, 2007.
- Weil (Patrick), *Qu'est-ce qu'un Français?*, Paris, Grasset, 2002.